

30.01.2025 - 16:30 Uhr

Allianz Global Pension Report 2025: Il est temps de passer des paroles aux actes

Wallisellen/Munich (ots) -

- **Trois catégories: Les systèmes de retraite dans le monde se classent en trois catégories: besoin de réforme faible, élevé et urgent.**
- **Migration: Le remède miracle des dernières années perd de son efficacité**
- **Épargne: Le déficit des retraites est important, mais pas insurmontable**
- **Suisse: Aucune raison de se reposer sur ses lauriers**

Allianz a présenté aujourd'hui la troisième édition de son "Global Pension Report", qui analyse 71 systèmes de retraite à travers le monde grâce à son propre "Allianz Pension Index" (API). Cet indicateur repose sur trois piliers: l'analyse de la situation démographique et fiscale, ainsi que l'évaluation de la durabilité (par ex. financement et durée des cotisations) et de l'adéquation (par ex. taux de couverture et niveau des pensions) des systèmes de retraite. Au total, 40 paramètres sont pris en compte, avec des scores allant de 1 (aucun besoin de réforme) à 7 (réforme urgente). La somme pondérée de ces paramètres permet de mesurer la pression de réforme de chaque système.

Forte pression de réforme

La note globale non pondérée de l'ensemble des systèmes de retraite analysés s'élève à 3,7, signalant ainsi une pression de réforme toujours élevée. Par rapport à notre dernier rapport de 2023, quelques évolutions ont été observées - mais pas toujours dans la bonne direction: à l'époque, la note globale était encore de 3,6. Les écarts entre les pays sont cependant considérables. Une petite élite de pays, tels que le Danemark, les Pays-Bas et la Suède, affiche une note bien inférieure à 3, grâce à des réformes précoces axées sur la capitalisation et la durabilité (voir la liste des meilleurs systèmes de retraite). À première vue, la présence du Japon dans cette liste peut surprendre. Pourtant, aucun autre pays n'a adopté une approche aussi radicalement différente: travailler plus longtemps. Aujourd'hui, un tiers des 65-70 ans y est encore actif, et l'âge effectif de la retraite devrait bientôt atteindre 70 ans. La plus grande catégorie de pays regroupe ceux dont la note est inférieure à 4 et qui nécessitent des réformes urgentes pour adapter leur système de retraite aux effets du vieillissement démographique. Parmi eux figurent de nombreux pays en développement, tels que la Malaisie, la Colombie ou le Nigeria. Dans ces États, le problème majeur n'est pas tant la structure du système de retraite, mais plutôt sa faible couverture : plus de 50 % des travailleurs occupent un emploi informel et ne cotisent pas. Des réformes profondes du marché du travail sont donc nécessaires pour poser les bases d'un système de retraite inclusif. Sans cela, ces systèmes ne feront qu'accentuer les inégalités sociales. Enfin, la troisième catégorie regroupe de nombreux pays européens, notamment l'Allemagne, la France et l'Autriche, où les réformes en faveur de la capitalisation restent timides. Le système par répartition domine encore largement, et la pression de réforme est élevée face au vieillissement rapide de la population.

Suisse: Aucune raison de se reposer sur ses lauriers

Avec une note globale de 3,4, le système de retraite suisse figure parmi les meilleurs au monde. Cependant, il n'y a aucune raison de se reposer sur ses lauriers. Face au vieillissement rapide de la population, le besoin de réforme est évident: d'ici 25 ans, le ratio de dépendance passera de 31 % à 53 %. L'harmonisation de l'âge de la retraite entre hommes et femmes n'est qu'un premier pas. Une plus grande flexibilité dans le choix de l'âge de départ pourrait être une alternative intéressante, compte tenu du manque de soutien public pour un relèvement général de l'âge de la retraite. Actuellement, seuls 16 % des hommes de plus de 65 ans sont encore actifs en Suisse, contre 35 % au Japon, considéré comme un laboratoire mondial pour les sociétés vieillissantes. Enfin, il est essentiel d'éviter toute mesure qui réduirait l'attractivité de la prévoyance vieillesse privée par capitalisation, un élément clé pour garantir la durabilité du système.

Migration: Un effet qui s'atténue

Le changement démographique est une réalité depuis des années. L'espérance de vie ne cesse d'augmenter (malgré une brève interruption due à la pandémie de Covid-19), tandis que les taux de natalité continuent de baisser. Jusqu'à présent, un facteur a toutefois atténué l'impact de cette évolution sur les marchés du travail et les

systèmes sociaux: la migration. Au cours des cinq dernières années, en Allemagne, près de 90 % des 1,6 million de nouveaux emplois soumis aux cotisations sociales ont été occupés par des travailleurs immigrés. "Même si tous les migrants n'ont pas immédiatement trouvé un emploi, la migration a globalement apporté une aide précieuse", explique Michaela Grimm, co-auteure du rapport. Mais cet effet ne pourra probablement pas durer. Dans les principaux pays d'origine, le nombre de personnes prêtes à émigrer diminue fortement. L'Europe pourrait également perdre en attractivité en tant que destination migratoire. Il devient donc essentiel de mieux exploiter les ressources existantes. Cela concerne notamment les femmes travaillant à temps partiel, qui doivent être mieux soutenues par des structures de garde d'enfants et de soins, ainsi que les travailleurs seniors, qui sont encore trop souvent confrontés à la discrimination liée à l'âge sur le marché du travail.

Le déficit d'épargne-retraite peut être comblé

Selon les calculs d'Allianz, le déficit d'épargne-retraite des jeunes générations dans la zone euro s'élève en moyenne à 350 milliards d'euros par an. Un chiffre impressionnant, mais pas insurmontable: il suffirait d'augmenter le taux d'épargne de 25 % pour combler cet écart. "La génération X doit épargner davantage pour garantir son niveau de vie à la retraite - c'est un fait ", explique Ludovic Subran, chef économiste d'Allianz. "Mais nous ne devons pas nous concentrer uniquement sur l'effort d'épargne des ménages. L'essentiel est de lier la sécurité des retraites au développement des marchés financiers. L'épargne-retraite doit être investie de manière rentable, dans la croissance future et l'innovation. C'est la clé pour faire face non seulement au vieillissement démographique, mais aussi aux défis du changement climatique. L'Europe accuse encore un retard important dans ce domaine."

Vous pouvez consulter l'étude ici: [Economic Research | Allianz](#)

Pour de plus amples renseignements

Lorenz Weimann, Tel. +49 89 3800 16891, lorenz.weimann@allianz.com
Nadine Schumann, Tel. +41 (0) 58 358 84 14, press@allianz.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100008591/100928486> abgerufen werden.